

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1884>

# **Communiqué des Organisations CFTC-CGTG-FO-UGTG-UNSA À propos de la Conférence dite sociale organisée par le préfet de Guadeloupe**

Date de parution : 29 novembre 1999

- Actualité -

Date de mise en ligne : jeudi 18 octobre 2012

Mis à jour le : jeudi 18 octobre 2012

---

UGTG.org

---

Cette réunion est présentée comme la déclinaison de la conférence sociale organisée en France au mois de juillet 2012 mais en réalité, il n'y a rien car :

[-] Les thèmes abordés lors de la conférence de juillet (rémunération, pouvoir d'achat, formation professionnelle, insertion professionnelle des jeunes, égalité homme femme, etc.), ont curieusement disparus. Visiblement, il s'agissait d'éviter les sujets qui fâchent comme l'application de l'Accord BINO ou la négociation collective dans toutes les branches professionnelles ;

[-] Les thèmes abordés n'ont fait l'objet d'aucune concertation avec les Organisations Syndicales Ouvrières de Guadeloupe ;

[-] Mieux encore, les Organisations Syndicales Ouvrières n'ont pas été invitées par le préfet. Ce ne sont que certains représentants de syndicats membres du CESR (conseil économique et social régional) qui ont été destinataires d'invitation. Là encore, certains représentants de certains syndicats ont même été « soigneusement oubliés ».

Le fameux dialogue social, la situation des travailleurs n'ont donc jamais été la préoccupation des autorités. Ainsi, ce n'est qu'en février 2012, soit plus de trois ans après la signature de l'Accord BINO, que la première réunion sur la négociation collective dans les branches a eu lieu. Elle est depuis sans suite.

**Ces oublis ne sont en fait pas anodins. Il semble même que ce refus d'inviter les Organisations syndicales Ouvrières soit une commande directe du ministère des outre mers.**

**En définitive, cette conférence n'est qu'une petite réunion entre amis qui ne reflète ni ne répond aux préoccupations des travailleurs et du peuple de Guadeloupe.**

P/O Les Organisations Syndicales

M. EVARISTE

Fait à Pointe-à-Pitre, le 16 octobre 2012